

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 8 au 12 juillet 2024

Fait marquant

Keir Starmer nomme son gouvernement

Le nouveau Premier ministre du Royaume-Uni, Keir Starmer, a nommé dès le 5 juillet les membres du Cabinet (ministres de plein exercice siégeant de droit aux réunions hebdomadaires présidées par le Premier ministre), dans la continuité de son *shadow Cabinet*. Angela Rayner, figure de proue de l'aile gauche du parti travailliste et élue de Manchester, succède ainsi à Michael Gove en tant que ministre chargée du rééquilibrage territorial, du logement et des collectivités territoriales (*Secretary of State for Levelling Up, Housing and Communities*). Elle est également nommée vice-première ministre auprès de Keir Starmer. Rachel Reeves, ancienne économiste à la Banque d'Angleterre, succède à Jérémy Hunt comme Chancelière de l'échiquier. Ed Miliband, ancien leader du parti travailliste, succède à Claire Coutinho à la tête du ministère de la sécurité énergétique et la neutralité carbone (*Secretary of State for Energy Security and Net Zero*). Louise Haigh intègre le Cabinet au poste de ministre des transports (*Secretary of State for Transport*), succédant ainsi à Mark Harper. Steve Reed est nommé ministre chargé de l'environnement, de l'agriculture et de la ruralité (*Secretary of State for Environment, Food and Rural Affairs*), prenant la suite de Thérèse Coffey. Parmi les ministres de la mandature précédente, seule Claire Coutinho siège au gouvernement fantôme de Rishi Sunak.

La prochaine étape sera le discours du trône prononcé par le Roi Charles III le 17 juillet, qui ouvrira la session parlementaire et dressera la liste des textes de lois qui seront examinés.

Rachel Reeves précise les contours du *National Wealth Fund*, destiné à soutenir la transition énergétique et la réindustrialisation

La nouvelle chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves, a [confirmé](#) lors de sa première intervention publique le 8 juillet son intention de mettre en place un *National Wealth Fund* qui soutiendrait les énergies propres et la réindustrialisation à hauteur de 7,3Md£ sur les cinq prochaines années avec pour objectif d'attirer un total de 20Md£ d'investissements privés.

Rachel Reeves a également précisé les contours de l'architecture du *National Wealth Fund*, qui serait inspirée d'un rapport commandé par le parti travailliste à l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney et publié le 9 juillet. L'une des principales recommandations du rapport est de mettre en place le *National Wealth Fund* sur la base d'institutions existantes, afin de ne pas retarder sa création.

Rachel Reeves a ainsi annoncé que le *National Wealth Fund* s'appuierait la *UK Infrastructure Bank* (UKIB) et la *British Business Bank* : les fonds publics seront alloués par l'UKIB, capitalisée par le gouvernement, ce qui signifie que les soutiens pourront être déployés immédiatement. La *British Business Bank*, qui est supervisée par le *Department for Business and Trade*, aura pour mission de mobiliser des capitaux privés. Selon le rapport de Mark Carney, le *National Wealth Fund* devrait proposer différents types de financements, dont des financements en fonds propres et des garanties, « avec un fort appétit pour le risque ». La structure sera pérennisée par un texte législatif.

Pour rappel, le *National Wealth Fund* devrait allouer 1,8Md£ au secteur portuaire et des chaînes d'approvisionnement, 1,5Md£ au secteur de la fabrication de batteries, 1Md£ au secteur de la capture de CO₂, 500M£ à celui de la fabrication d'hydrogène vert et 2,5Md£ à la décarbonation de l'industrie sidérurgique.

Energie-climat

Le gouvernement travailliste lève le moratoire de facto sur l'éolien terrestre

Trois jours après sa nomination, le gouvernement travailliste a levé par un *Policy Statement* le moratoire de facto sur l'éolien terrestre, en vigueur depuis 2015 en Angleterre. Cette promesse de campagne se traduit par la suppression de deux notes de bas de page du *National Planning Policy Framework* qui conditionnaient l'accord des autorités locales à tout nouveau projet d'éolien terrestre au respect de deux critères : (i) le projet devait se trouver dans une zone définie comme propice au développement de l'éolien terrestre, (ii) le projet devait avoir obtenu le soutien des riverains après que toutes leurs inquiétudes aient été prises en compte de façon appropriée. A la suite de cette décision entrée en vigueur le 8 juillet qui replace l'éolien terrestre dans le même cadre réglementaire que tout autre projet en matière d'énergie renouvelable, six entreprises ont déjà entrepris de premières démarches pour construire de nouveaux parcs éoliens terrestres. Pour le mémoire, le gouvernement travailliste s'est engagé à doubler la capacité d'éolien terrestre installée d'ici 2030.

Le gouvernement travailliste renonce à soutenir le projet de mine de charbon de Whitehaven

Le nouveau gouvernement travailliste a confirmé qu'il ne défendrait pas devant la Haute Cour de Justice la décision de l'ancien gouvernement conservateur d'accorder un permis de construire à une mine de charbon située dans le comté de Cumbria. La Haute Cour de Justice doit en effet tenir une audience la semaine prochaine dans le cadre du recours formé par les ONG environnementales Les Amis de la Terre et South Lakes Action on Climate Change (SLACC) qui soutiennent que l'ancien ministre Michael Gove n'a pas tenu compte de l'ensemble des impacts climatiques du projet lorsqu'il l'a approuvé en décembre 2022, dans la mesure où la demande de permis de construire ne tenait pas compte des émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion future du charbon extrait sur le site. Le gouvernement a également informé le tribunal que la décision d'accorder un permis de construire pour la mine résultait d'une « erreur juridique » et devrait être annulée. Cette décision intervient peu de temps après un arrêt historique rendu le mois dernier par la Cour suprême à propos d'un projet de forage dans le Surrey, qui a statué que les émissions provenant de la combustion d'énergies fossiles devaient être prises en compte dans l'évaluation des demandes d'autorisation de nouveaux projets d'extraction d'énergies fossiles.

Environnement

L'Ofwat place Thames Water, la plus grande compagnie d'eau britannique, sous un régime spécial

Le régulateur britannique de la distribution et du traitement des eaux (Ofwat) a décidé de soumettre Thames Water à un régime de « mesures spéciales » en raison de la situation financière préoccupante de l'entreprise, endettée à hauteur de 15Md£. Ces mesures visent à éviter la nationalisation qui adviendrait en cas de difficultés financières trop importantes. Ce régime prévoit notamment un contrôle plus strict du régulateur sur la mise en œuvre du plan d'investissement de Thames Water. L'Ofwat a également limité l'augmentation des factures d'eau à 22 % sur les 5 prochaines années pour ne pas faire peser l'intégralité de l'effort sur les clients, alors que Thames Water réclamait une hausse de 44 %. Il s'agit d'un des premiers défis majeurs auxquels le nouveau gouvernement est confronté.

Industrie

Le gouvernement exige des « garanties sur l'emploi » en échange de son soutien à Tata Steel

Le nouveau Secretary of State for Business and Trade, Jonathan Reynolds, a indiqué que le gouvernement exigerait des garanties de maintien de l'emploi de la part de Tata Steel, dans le cadre de

négociations sur le soutien à la décarbonation du site de Tata Steel à port Talbot (Pays de Galles). Pour rappel, le sidérurgiste Tata Steel, premier producteur d'acier du R-U, a annoncé l'an dernier un investissement d'1,25Md£ dans la transition de ses hauts-fourneaux de Port Talbot vers des fours à arc électrique. Cette transformation doit s'accompagner d'une restructuration qui conduirait à la suppression de 2800 postes. Le gouvernement conservateur avait annoncé l'octroi d'un soutien de 500M£ à l'investissement de Tata Steel, qui n'a pas encore été finalisé et qui continue donc à faire l'objet de négociations entre Tata Steel et le nouveau gouvernement.

Nomination – Keir Starmer a nommé Jonathan Reynolds pour succéder à Kemi Badenoch comme *Secretary of State for Business and Trade*. Agé de 43 ans et avocat de formation, Jonathan Reynolds est député de Salford and Hyde (région de Manchester) depuis 2010. Jonathan Reynolds a été en charge de l'Énergie et du Climat, des Transports puis du Travail et enfin, depuis 2021, des Entreprises et du Commerce dans les « gouvernements fantômes » travaillistes d'Ed Miliband, Jeremy Corbyn puis Keir Starmer. Jonathan Reynolds portera notamment, en lien avec la nouvelle chancelière Rachel Reeves, le projet de stratégie industrielle du parti travailliste.

Transports et infrastructures

La nouvelle chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves présente une série de mesures pour faciliter la construction de logements et d'infrastructures

Dans son [premier discours](#) en tant que chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves a présenté plusieurs réformes du système de planification, destinées à faciliter l'octroi de permis de construire pour des projets de construction de logements ou d'infrastructures. Rachel Reeves souhaite notamment réinstaurer des objectifs contraignants de construction de logements pour les collectivités locales, qui avaient été abandonnés par le gouvernement précédent. Elle a également annoncé la création d'une *task force* pour accélérer l'octroi de permis ou de soutiens publics pour plusieurs grands projets de construction de logements faisant face à des retards importants. Rachel Reeves a par ailleurs confirmé que le gouvernement allait autoriser les collectivités locales à construire sur certaines parties des « green belt » (aires naturelles inconstructibles entourant certaines grandes villes).

Enfin, Rachel Reeves a indiqué que « l'objectif croissance serait placé au centre du système de planification, et guiderait les interventions des membres du gouvernement [sur l'octroi de permis de construire] », appelant ainsi le gouvernement à un plus grand interventionnisme en faveur de projets de logements ou d'infrastructures dont « l'impact pour l'économie nationale et régionale le justifie ». Elle a également indiqué que le gouvernement présenterait prochainement une stratégie sur les « infrastructures critiques ».

Royal Mail souhaite réduire de moitié ses acheminements de courrier et colis par avion au R-U

Le logisticien spécialiste du courrier et des colis Royal Mail a déclaré qu'il réduirait de moitié le nombre de vols qu'il effectue au Royaume-Uni en supprimant 18 liaisons de fret d'ici le début de l'année prochaine, soit la moitié de son programme de vol au R-U. 11 liaisons ont déjà cessé le mois dernier, et Royal Mail prévoit d'en supprimer 7 autres d'ici au début de l'année prochaine. Les 18 vols réguliers restants relieront notamment les territoires insulaires (Irlande du Nord et îles écossaises), en vertu de l'obligation légale de Royal Mail de fournir un service de livraison en 24h. La capacité de l'entreprise à acheminer davantage de courrier par la route au détriment de l'avion a été renforcée par certaines évolutions opérationnelles, notamment un retardement des horaires de début des tournées de livraison, permettant d'allonger la durée des trajets d'acheminement.

Selon Royal Mail, cette mesure contribue à l'objectif de neutralité carbone en 2040 que s'est fixé l'entreprise, en permettant de réduire de 4% ses émissions de CO₂ de catégorie 3 (-30 000t/an).

Nomination – Keir Starmer a nommé Louise Haigh pour succéder à Mark Harper comme ministre des Transports. Agée de 36 ans, députée de Sheffield (Midlands) depuis 2015, Louise Haigh était ministre des Transports du « gouvernement fantôme » de Keir Starmer depuis 2021. Elle a auparavant été ministre de la fonction publique, du maintien de l'ordre puis de l'Irlande du Nord dans les « gouvernements fantômes » de Jeremy Corbyn et Keir Starmer. Elle a notamment présenté, au cours de la campagne, la proposition du parti travailliste de nationaliser l'exploitation des chemins de fer—aujourd'hui majoritairement assurée par des entreprises privées dans le cadre d'un système de « franchises », octroyées sur appels d'offre pour une certaine durée pour différentes régions et types de dessertes ferroviaires.

La direction

miques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr